

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Destituer-Dilma-Rousseff-liquider-Lula-le-PT-et-les-BRICS>

Destituer Dilma Rousseff, liquider Lula, le PT [et les BRICS]

- Notre Amérique - Guerre invisible -

Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Des appels à manifestations dans tout le Brésil ont été lancés pour ce dimanche. L'objectif : la révocation de la présidente Dilma Rousseff, réélue en octobre dernier pour un second mandat, qui prit effet il y a exactement 73 jours. Il y a deux jours, des manifestations avaient déjà eu lieu pour réclamer le maintien en fonctions de Dilma, dans 23 des 26 capitales de provinces brésiliennes, de même qu'à Brasilia, capitale fédérale. Elles avaient rassemblé quelques 150 mille personnes à travers tout le pays. Celles de dimanche prévoient des chiffres beaucoup plus élevés, bien au-delà de centaines de milliers.

C'est en réponse à l'appel de la CUT, la *Centrale Unique des Travailleurs* (Central Única de Trabajadores), des fédérations syndicales, des mouvements syndicaux, tous plus ou moins liés au PT, parti de Lula da Silva et de la présidente, que se sont déroulées les protestations de vendredi. Celles de dimanche se vantent d'être « spontanées », autrement dit, représenteraient le véritable ressenti de l'immense population brésilienne.

Mensonges. Elles ont été organisées, et même de manière grossière, par les perdants des élections présidentielles d'octobre dernier. Et, par perdants, il faut entendre non seulement les partis politiques et les candidats, mais surtout, les intérêts. Le système politico-économique qui a dominé le pays pendant de longues années se refuse à admettre un fait concret : il a été tenu en échec de façon accablante et répétitive aux présidentielles de 2002, 2006, 2010, et 2014.

Par delà les défaites successives des représentants de l'élite, on peut parler d'échec d'un système de contrôle de la société. D'un projet de classes sociales face à une ambition de nation, de société, de pays. Et, pour ces élites, c'est un phénomène inadmissible.

Le Brésil connaît une période de nervosisme et de tension où un curieux mélange de contradictions et de révélations voit le jour. Un exemple de prise de conscience : jamais auparavant les plaintes pour corruption n'avaient été autant prises au sérieux. Conclusion : c'est comme si le pays découvrait la nouveauté de la corruption alors qu'elle règne en maître depuis toujours, quelque soit le gouvernement.

Un exemple de contradictions : les manifestations de vendredi dernier. D'un côté, elles soutenaient Pétrobras (compagnie pétrolière), tant contre les accusations de corruption révélée, toujours objet d'une enquête approfondie, que des pressions qui tentent de détourner la législation mise en place par Lula da Silva et conservée par Dilma.

Revenir en arrière reviendrait à, non seulement faire le jeu des multinationales de manière quasi absolue, mais plus encore, dans les faits, ouvrir une brèche à la privatisation de l'entreprise. Par ailleurs, les manifestants défendaient une évidence, à savoir, que le résultat des urnes soit respecté et que Dilma aille au bout de son mandat présidentiel. Mais, d'un autre côté, ils protestaient aussi contre certaines initiatives prises par le gouvernement de la même Dilma, qui, selon les organisateurs, portent atteinte aux droits du travail, et plus particulièrement, contre les mesures prévues dans le cadre du remaniement budgétaire annoncé.

C'est ainsi que l'on proteste contre le gouvernement que l'on défend. Certains pensent que c'est cela qu'on appelle démocratie. Que c'est une chose de se plaindre ou de revendiquer, et que c'en est une autre, totalement différente, d'attaquer les institutions.

Ce dimanche, ce sont les opposants déclarés au gouvernement constitutionnel de Dilma Rousseff et au maintien du PT au pouvoir, qui descendront dans la rue. Derrière ce mouvement se cache, outre les principaux partis d'opposition et les groupes radicaux de droite, le gros des élites, principalement dans les villes où le néolibéral Aécio Neves était parvenu à l'emporter l'année dernière.

Mais avant tout, et par-dessus tout, on y trouve les grands conglomérats des médias oligopolistiques. Le Brésil n'avait jusqu'alors qu'en de rares occasions, manié à ce point l'art de la manipulation.

Personne ne peut nier qu'il existe concrètement une bonne dose d'insatisfaction générale dans la société brésilienne, y compris chez ceux qui ont porté Dilma au pouvoir au mois d'octobre.

Cependant, c'est la première fois depuis le retour à la démocratie, après la période du régime civilo militaire qui étouffa le pays entre 1964 y 1985, que jaillit en pleine lumière un sentiment jusque-là assez éloigné de la scène politique : la haine.

Ou, plus exactement, la haine de classe. Le préjugé de classe. Les élites et les classes moyennes traditionnelles se dressent, indirectement, avec une fureur débridée, contre l'objet de leurs préjugés : cette classe sociale ignare et mollaissone qui soudain envahit les aéroports, achètent des frigos neufs, submergent les rues avec leurs petites « citadines », exigent des normes de qualité en matière d'éducation, de santé, de transports, et donc contre ceux qui ont permis ce bouleversement drastique du cadre social brésilien.

Si le Brésil a su ou a cru savoir dissimuler des doses massives de préjugés raciaux, en revanche, personne ne se soucie de contenir ses ardeurs de préjugés sociaux. Les élites brésiennes haïssent la pauvreté, et plus encore, ceux qui ont cessé d'être pauvres. Les élites brésiennes revendiquent le maintien de leurs privilèges de toujours, et prétendent être menacées par une crise économique déclenchée par des gouvernements qui ont gaspillé des torrents d'argent à faire en sorte que les misérables deviennent pauvres, et que les pauvres accèdent à l'échelon supérieur, de citoyens intégrés à une économie de consommation, c'est-à-dire, au marché.

En fin de compte, il ne s'agit que d'une seule et unique chose : Dilma, dehors, le PT, aux orties, exit Lula ! Aux oubliettes le projet de pays ! Le peuple, au rencart !

Eric Nepomuceno pour [La Jornada](#)

[La Jornada](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

Pour tout contact professionnel avec la traductrice
florobine@cegetel.net

[El Correo](#). Paris, le 17 mars 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.